

3 juin 2020

Razika Adnani : "Algérie, mon amour" soulève des questions qu'il est nécessaire de creuser

Razika Adani est membre de l'association Euromed-IHEDN

Dans le film documentaire « Algérie mon amour » réalisé par Mustapha Kessous, Anis, Mehdi, Sonia, Athmane et Hania ont exprimé les problèmes politiques et sociaux de la société algérienne tels qu'ils les vivaient et les pensaient. C'est aux Algériens de creuser les sujets abordés, d'approfondir les questions posées et poser d'autres questions ou, s'ils le souhaitent, de les poser autrement et de donner d'autres avis.

Mais les Algériens ont préféré prétendre que les jeunes ne les représentaient pas. Pourtant, les problèmes qu'ils ont abordés nous les connaissons tous. Ils ne les ont pas inventés. Ceux qui ne boivent pas ne peuvent pas prétendre qu'ils ne savent pas qu'il y a des hommes et des femmes qui boivent en Algérie. Selon le journal TSA, les Algériens ont consommé 270 millions de litres d'alcool en 2017.

Les hommes ne peuvent pas nier que le code de la famille est injuste et humiliant pour les femmes. Ce qui est dramatique c'est cette Algérie qui devient hystérique dès lors qu'on aborde le problème du code de la famille. Pourtant, soit-elle (tient l'Algérie est une femme) abroge ce code et elle pourra être moderne, soit-elle le maintient et elle restera archaïque. Soit les Algériens acceptent l'égalité entre les hommes et les femmes et ils feront un premier pas vers une société plus juste, soit ils vivront éternellement écrasés par l'injustice. Sonia dans le film a très bien exprimé la situation paradoxale de la société algérienne : les Algériens appellent au soutien des femmes, la moitié de la population, pour se débarrasser d'un pouvoir injuste et qui les opprime, mais ne veulent pas les entendre dénoncer le code de la famille parler de **l'injustice** et de l'oppression qu'eux-mêmes leur infligent.

Les Algériens ne peuvent pas non plus ignorer combien la frustration sexuelle mine profondément leur société. Les agressions sexuelles sont un fléau social qui va des mots qu'on entend dans tous les coins de rues aux regards obscènes quand ce n'est pas carrément le viol. Peu importe la manière de laquelle les jeunes se sont exprimés, l'important c'est d'ouvrir le débat sur des questions aussi sensibles et fondamentales.

Quant à la question de la liberté, il suffit d'être attentif aux propos des Algériens pour réaliser qu'ils se plaignent tous d'une société qui les opprime et qui ne leur laisse pas l'espace de liberté individuelle indispensable pour leur épanouissement. Les Algériens aiment la liberté et ils veulent être libres, mais la liberté leur fait peur, notamment quand elle est revendiquée par l'autre.

L'erreur de ceux qui accusent le réalisateur d'avoir dénaturé le mouvement populaire algérien découle d'une conception fautive de la révolution. Ils pensent qu'elle se résume au domaine politique. Ainsi pour eux, en dehors de la démocratie, du droit à l'expression de l'opinion politique, des détenus politiques, aucun autre sujet ne peut avoir de place dans

leur mouvement. Ils pensent que la liberté que le peuple revendique ne peut être que politique. En dehors, c'est du libertinage, de l'incroyance et de la désobéissance. C'est le sens du terme liberté dans leur culture traditionnelle.

Aucune révolution n'est uniquement politique. Aucun changement réel ne peut être possible s'il ne touche pas les deux aspects de la société, celui de la politique qui concerne l'État et sa relation avec l'individu et celui de la société qui concerne la relation de l'individu avec l'autre et avec son milieu. L'un ne va pas sans l'autre.

Comme pour tous les films, tous les livres ou toutes les œuvres d'art les Algériens ne sont pas obligés d'aimer, ou de tout aimer, dans le documentaire. La critique est même indispensable pour approfondir les débats et permettre à d'autres idées d'émerger à condition qu'elle soit saine et constructive. Les injures, la violence et la diffamation font avorter toute possibilité d'échange et de débat.

Malheureusement, ce que cette polémique révèle c'est que le peuple à qui on a toujours refusé la parole, à qui on a inlassablement répété : « toi tu ne sais pas ce qui se passe, tu es manipulé par l'étranger », utilise exactement les mêmes phrases et les mêmes accusations : « Le réalisateur est au service de la France et les jeunes ne savent pas parler ou ont été manipulés ». C'est la scène du père qui violence son enfant car son propre père l'a violenté dans son enfance.

Quand Boumediene était au pouvoir, tout ceux qui avaient un avis différent du sien étaient les « ennemis de la révolution » et une main étrangère les manipulait. Pendant longtemps les Algériens se sont moqués de l'État qui se réfugiait derrière cette phrase pour ne pas reconnaître les difficultés sociales, économiques, politiques et culturelles dans lesquelles se débattait le peuple. Aujourd'hui, c'est le peuple qui est en train d'utiliser les mêmes moyens pour ne pas écouter l'avis de l'autre, sa façon de voir et d'analyser la situation ou encore ses revendications

Quant à la véhémence et l'invective des réactions, elles s'expliquent par le fait que consciemment ou inconsciemment les jeunes ont dit que finalement le problème en Algérie n'était pas uniquement la politique mais aussi la société. Celle-ci étouffe l'individu (le manque de liberté) et elle aussi est injuste (le code de la famille). Pour certains Algériens reconnaître une telle réalité, c'est trahir le mouvement populaire. C'est être du côté de l'opresseur. Or, en refusant d'écouter la parole de l'autre, ils deviennent eux-mêmes des oppresseurs.

Les jeunes ont cassé les tabous d'une société qui se ment à elle-même. Ce qui explique la phrase : « Ils ne me représentent pas » qui signifie : « moi, je suis vertueux, chaste, je ne bois pas d'alcool, je suis un bon musulman ou une bonne musulmane et je parle l'arabe ». Tout le monde sait très bien que ce n'est pas la réalité, mais ce n'est pas grave, l'essentiel est de ne pas le dire. C'est ce qu'a toujours fait l'État algérien. Pour lui, l'Algérie est arabe et uniquement musulmane. C'est ce qu'ont toujours recommandé les docteurs de l'islam. Le Libanais Mohamed Hassan al-Amine affirme à ce propos que « l'athéisme n'est pas puni par la *charia*, ce qui est puni c'est le fait de l'exprimer ».

L'Algérie ne peut pas sortir de la crise dans laquelle elle se bat depuis l'indépendance, ni soigner ses maux, sans regarder ses problèmes dans les yeux, sans les analyser, les discuter et chercher à les expliquer. C'est la première étape pour une réflexion sérieuse sur les solutions à envisager.

Razika Adnani
Paris 30 mai 2020



[Razika Adnani](#) est philosophe et spécialiste des questions liées à l'islam. Elle est membre du Conseil d'Orientation de la Fondation de l'Islam de France, du Conseil Scientifique du CEFR, membre du groupe d'analyse de JFC Conseil et Présidente Fondatrice des Journées Internationales de Philosophie d'Alger. Elle est auteure de plusieurs ouvrages parus chez UPblisher, l'aube... De 2014 à 2016, elle donne un ensemble de conférences sur le thème « Penser l'islam » à l'Université Populaire de Caen de Michel Onfray. De 2015 à 2017, elle contribue aux travaux du séminaire « **Laïcité et Fondamentalismes** » organisé par le Collège des Bernardins.

En 2018 et en 2019, c'est à l'université Permanente de Nantes puis au Centre d'Étude du Fait religieux qu'elle donne deux cycles de conférences l'un sur « La pensée musulmane » et l'autre sur « La réforme de l'islam du XIXe siècle à nos jours ».

Razika Adnani collabore à de nombreuses émissions et journaux (Marianne, Figaro, Le Monde, La Croix...). razika-adnani.com